

Ecrit par le 3 février 2026

De plus en plus de signes de dégradation de l'économie régionale



L'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) vient de dévoiler les chiffres de l'étude, élaborée par [Étienne Lenzi](#) et Corinne Roche, concernant le 4e trimestre 2023 et le ralentissement de l'activité économique de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur qui se poursuit.

La croissance française demeure hésitante, malgré une désinflation qui se poursuit. Cela permet de relancer doucement la consommation des ménages, portée par des gains de salaire réel. Les conditions de financement entravent toutefois l'investissement des ménages et des entreprises, ce qui se traduit notamment par des difficultés dans le secteur du bâtiment. Le climat de l'emploi se normalise et retrouve une évolution plus proche de l'activité réelle, plus atone donc.



Ecrit par le 3 février 2026

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, le ralentissement de l'activité économique se poursuit au quatrième trimestre 2023, avec un volume d'heures rémunérées qui croît de moins en moins depuis le début de l'année. L'industrie est le secteur qui semble le mieux résister au contexte économique national et international dégradé. En revanche, la construction et l'immobilier subissent des perturbations, qui pèsent sur les mises en chantier et les permis de construire. Dans le tertiaire marchand, la croissance s'essouffle et la fréquentation touristique faiblit en fin d'année.

L'emploi régional, dont la croissance ralentissait depuis plusieurs trimestres, stagne en cette fin d'année 2023. Le tertiaire marchand, secteur le plus pourvoyeur d'emplois de la région, voit ses effectifs baisser pour la première fois depuis 2020. Cela pèse sur l'emploi global, malgré le dynamisme de l'industrie et de l'intérim. Le taux de chômage reste stable. Les défaillances d'entreprises continuent d'augmenter à un rythme soutenu et ont dépassé en 2023 leur niveau d'avant-crise Covid. Les créations d'entreprises sont en baisse ce trimestre.

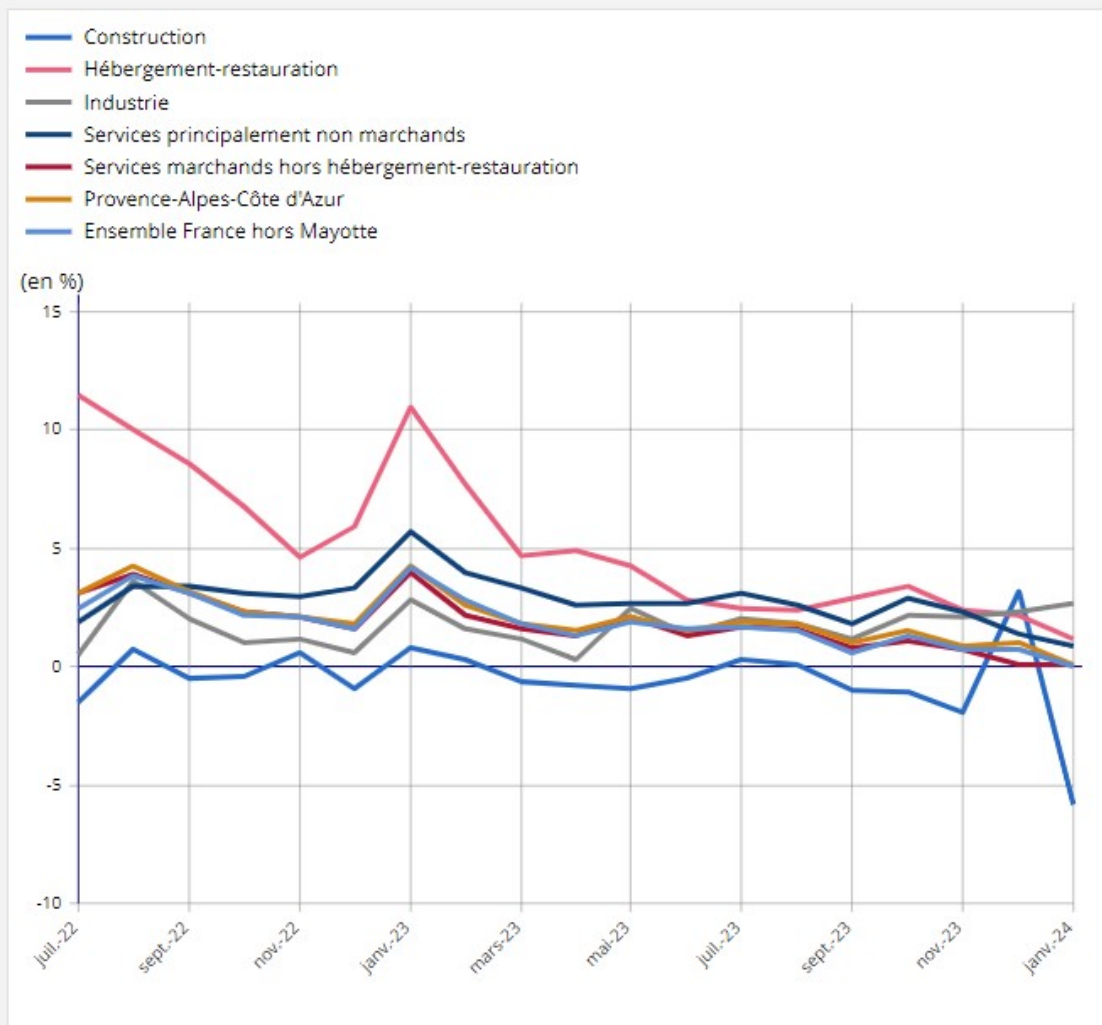
Le ralentissement de l'activité économique se poursuit

Au quatrième trimestre 2023, l'activité économique de Provence-Alpes-Côte d'Azur, mesurée par les heures rémunérées, est en hausse de 1,1 % par rapport au quatrième trimestre de l'année précédente (après +1,6 % au trimestre précédent). Cette progression est légèrement supérieure à celle observée en France hors Mayotte (+0,9 %, après +1,2 % au trimestre précédent). Le rythme de progression ralentit toutefois assez nettement tout au long de l'année 2023 (voir tableau ci-dessous). Pour début 2024, les premières données disponibles indiqueraient une stagnation de l'activité sur un an.

Ecrit par le 3 février 2026

Figure 1a – Évolution mensuelle des heures rémunérées par rapport au même mois de l'année précédente - Provence-Alpes-Côte d'Azur

Par secteur d'activité



Note : Ensemble des heures rémunérées des salariés y compris les heures supplémentaires ainsi que les absences pour lesquelles le salarié est rémunéré.

Source : DSN - traitement provisoire, Insee.

Le volume d'heures rémunérées au dernier trimestre 2023 s'accroît de 2,7 % dans l'hébergement-restauration alors que les autres activités du tertiaire marchand ne progressent que de 0,6 %. L'industrie et le tertiaire non marchand restent dynamiques (+2,2 %), alors que la construction est en baisse (-0,1 %).

Dans tous les départements de la région, la croissance sur un an du volume d'heures rémunérées ralentit, mais reste positive au quatrième trimestre 2023. Sur un an, l'activité demeure bien orientée dans les

Ecrit par le 3 février 2026

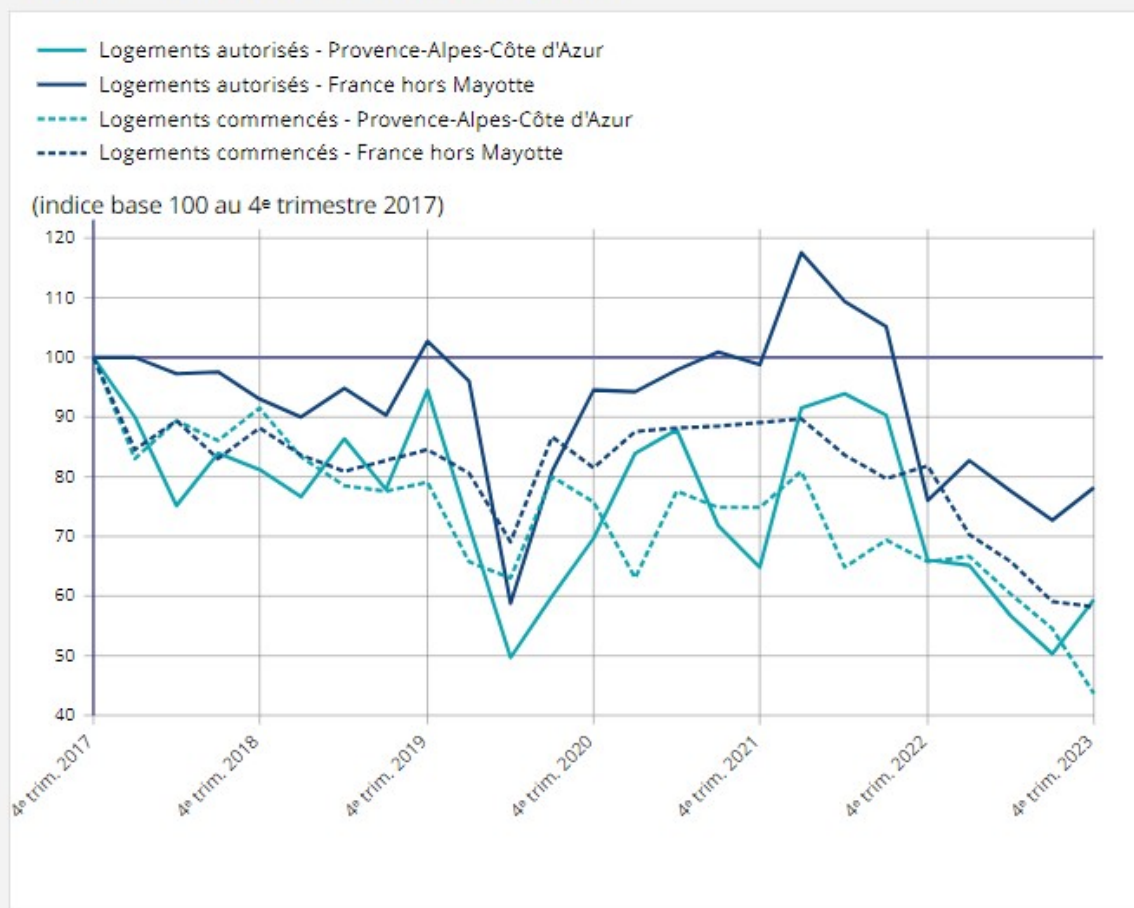
Alpes-de-Haute-Provence (+3,0 %). Dans les Alpes-Maritimes, les Bouches-du-Rhône et le Var, elle progresse à un rythme proche de la moyenne régionale. En revanche, l'activité est plus à la peine dans les Hautes-Alpes (+0,4 %) et en Vaucluse (+0,2 %).

Les permis de construire et les nouveaux chantiers plongent

Au quatrième trimestre 2023 en Provence-Alpes-Côte d'Azur, les perspectives d'activité dans le bâtiment stagnent. Pour le troisième trimestre d'affilée, les heures rémunérées sont en baisse. Au niveau national, la tendance est un peu meilleure.

Les mises en chantier plongent pour le troisième trimestre consécutif : -20,0 % par rapport au troisième trimestre, -33,6 % sur un an. Le nombre de chantiers commencés sur un trimestre flirte avec la barre des 4 500, alors qu'il s'élevait encore à plus de 8 000 début 2022 (voir tableau ci-dessous). Au niveau national, le recul est bien plus mesuré ce trimestre (-1,6 %) mais reste prononcé sur un an (-28,8 %).

Figure 2 – Évolution du nombre de logements



Note : données en cumul trimestriel CVS-CJO, en date réelle estimée.

Source : SDES, Sitadel.

Ecrit par le 3 février 2026

Sur les douze derniers mois, les évolutions du nombre de nouveaux chantiers diffèrent selon les départements. Au total, sur 2023, les mises en chantier baissent fortement dans les Bouches-du-Rhône (-32 % sur un an), le Var (-13 %) et le Vaucluse (-18 %). Dans les Alpes-Maritimes, qui avaient maintenu le nombre de nouveaux chantiers à un niveau stable jusqu'alors, elles baissent sensiblement (-11 %). Enfin, les logements commencés sont en baisse dans les Alpes-de-Haute-Provence et en hausse dans les Hautes-Alpes, où les volumes considérés sont toutefois assez faibles.

Dans la région, 6 650 permis de construire ont été délivrés entre octobre et décembre 2023, soit un volume en hausse par rapport au trimestre précédent (+17,6 %). C'est la première hausse des autorisations depuis mi-2022, où elles dépassaient le seuil des 10 000. Sur un an, le nombre de permis reste toutefois en retrait de 10,2 %. Au niveau national, la tendance est également positive, avec une hausse de 7,8 % ce trimestre et de 3,0 % sur un an. Cette hausse pourrait laisser présager une éclaircie dans la construction neuve pour les mois à venir.

En parallèle, au niveau national, le climat des affaires dans le bâtiment poursuit sa baisse entamée en janvier 2023. L'évolution de l'activité prévue dans la construction de logements neufs est en baisse depuis deux ans et ne semble pas ralentir. Toutefois, la demande reste stable pour les activités de construction neuve et d'entretien-amélioration confondues, et le taux d'utilisation des capacités de production augmente, demeurant supérieur à sa moyenne de longue période. Les difficultés d'approvisionnement ne sont plus un problème pour le secteur.

L'industrie régionale reste dynamique

Sur un an, l'activité industrielle régionale, mesurée par les heures rémunérées, suit une dynamique positive au quatrième trimestre 2023 (+2,2 % par rapport au quatrième trimestre 2022). La tendance est nettement meilleure que celle observée en France (hors Mayotte), où l'activité augmente faiblement (+0,4 %).

La dynamique positive de l'industrie en Provence-Alpes-Côte d'Azur est portée par le secteur de la fabrication de matériels de transport (+7,6 % sur un an). Les industries extractives énergie et gestion de l'eau (+2,7 %) ainsi que la cokéfaction et raffinage (+2,9 %) demeurent également bien orientées. L'activité dans la fabrication d'autres produits industriels augmente moins vite (+1,6 % sur un an), alors que la fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines et l'industrie agro-alimentaire se maintiennent à un niveau à peine supérieur à celui d'il y a un an.

Fréquentation des hôtels : une fin d'année au ralenti

Au quatrième trimestre 2023, le nombre de nuitées dans les hôtels de Provence-Alpes-Côte d'Azur s'élève à 4,2 millions, en baisse de 0,6 % par rapport au quatrième trimestre de l'année précédente. Cette diminution est en majeure partie due au recul des nuitées des touristes provenant de France (-5,0 %), qui avaient fortement soutenu la fréquentation lors des années post-Covid. À l'inverse, le nombre de nuits passées dans la région par des touristes étrangers augmente sensiblement (+11,0 %). La baisse de la fréquentation est bien plus prononcée en France (-3,2 %). D'une part, les touristes domestiques (résident en France) y sont en retrait comme en Provence-Alpes-Côte d'Azur, d'autre part les touristes étrangers

Ecrit par le 3 février 2026

sont également moins présents (-0,3 %).

L'orientation de la fréquentation dans les Alpes-de-Haute-Provence et les Alpes-Maritimes est plutôt favorable en cette fin d'année (respectivement +4,1 % et +3,5 %). Le département des Alpes-Maritimes, qui concentre 40 % des nuitées hôtelières de la région, a attiré plus de la moitié (60 %) des touristes en provenance de l'étranger. Leur fréquentation est en hausse de 15,0 % dans ce département et compense largement la baisse des touristes résidents en France (-4,7 %).

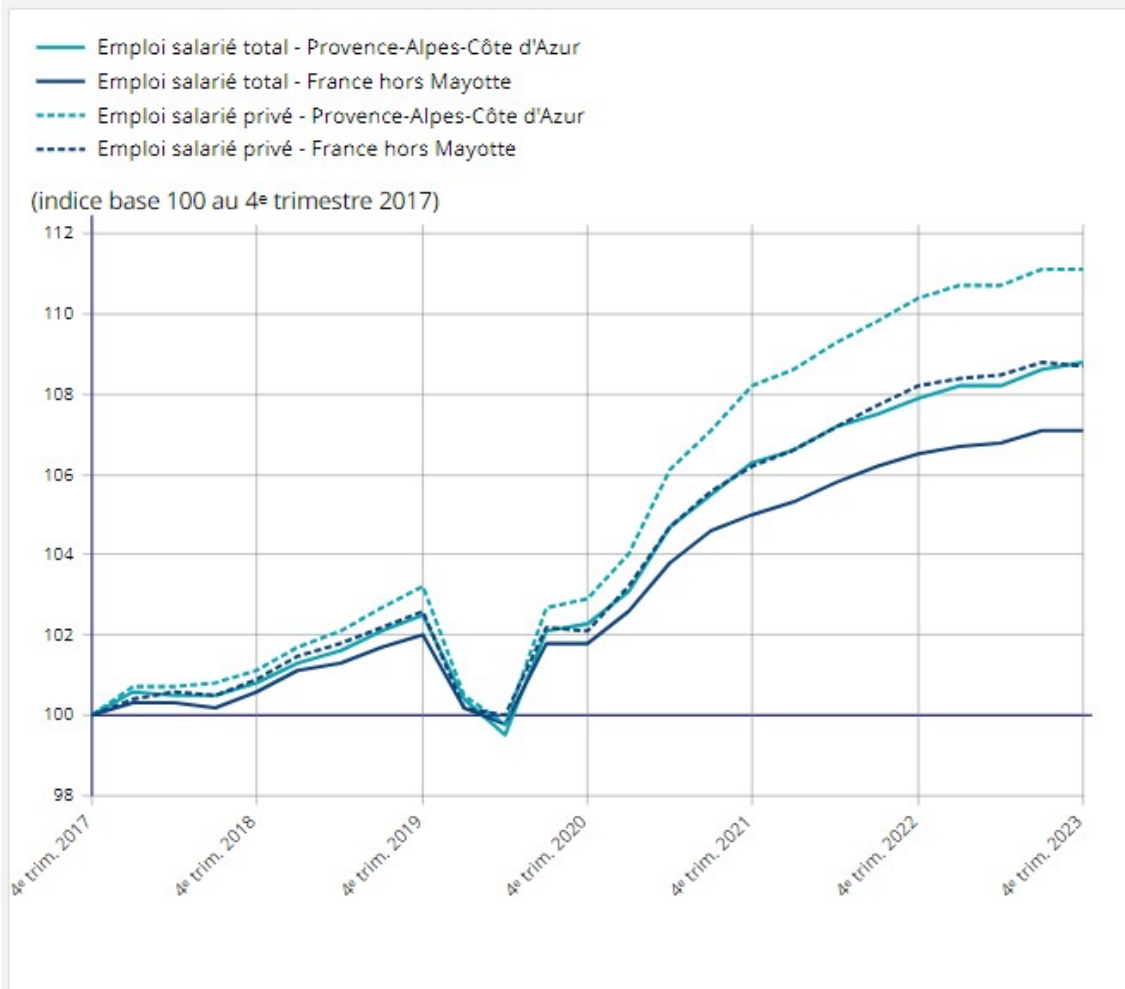
Le Vaucluse parvient à maintenir une fréquentation un peu au-dessus de celle du quatrième trimestre 2022 (+1,1 %). Le nombre de nuitées baisse en revanche dans les Hautes-Alpes (-2,0 %), les Bouches-du-Rhône (-3,4 %) et le Var (-7,1 %).

L'emploi ne progresse plus

Au quatrième trimestre 2023, en Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'emploi salarié reste stable par rapport au trimestre précédent (+0,1 %, après +0,3 % au troisième trimestre, voir tableau ci-dessous). La région compte ainsi 2 014 000 emplois salariés (+3 000 emplois sur un trimestre). Au total dans la région, l'emploi est supérieur de 0,8 % à son niveau d'il y a un an. En France (hors Mayotte), l'évolution de l'emploi salarié total est également stable ce trimestre (+0,0 %, +0,6 % sur un an).

Ecrit par le 3 février 2026

Figure 3 – Évolution de l'emploi salarié



Notes : données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS, en fin de trimestre.

Champ : emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

L'emploi privé, moteur habituel de l'emploi en Provence-Alpes-Côte d'Azur, stagne ce trimestre (+0,0 %, +0,7 % sur un an), comme au niveau national. À l'inverse, l'emploi public progresse (+0,5 %, +1,3 % sur un an).

L'emploi salarié est dynamique dans les Alpes-de-Haute-Provence (+0,8 %). Il augmente faiblement dans les Bouches-du-Rhône et le Var (+0,2 %) et stagne dans les autres départements.

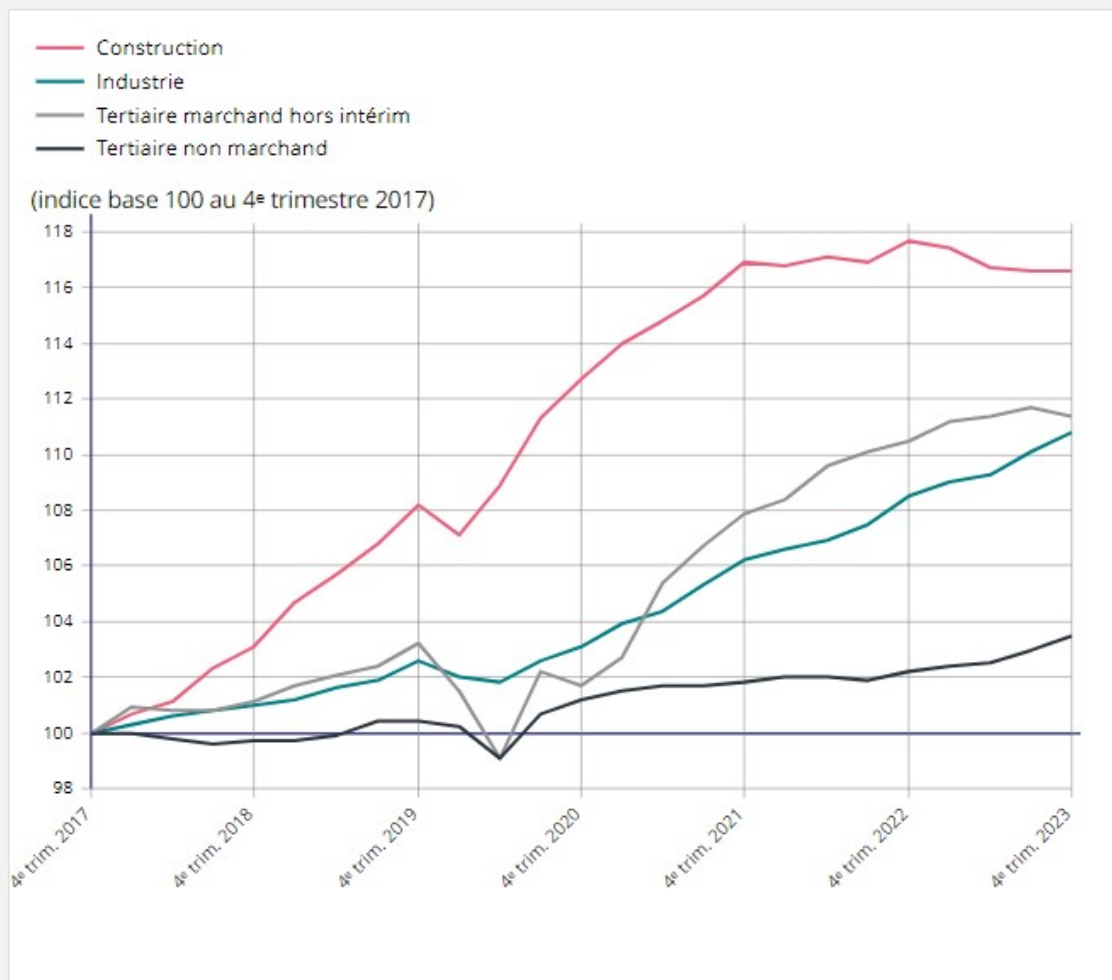
Le tertiaire marchand tire l'emploi vers le bas

Au quatrième trimestre 2023, l'emploi dans le tertiaire marchand hors intérim, qui représente près de la

Ecrit par le 3 février 2026

moitié des emplois de Provence-Alpes-Côte d'Azur, baisse (-0,3 % sur un trimestre, voir tableau ci-dessous). Il s'agit de la première baisse sur un trimestre depuis fin 2020 (période de confinement lié à la Covid-19). Au niveau France hors Mayotte, l'emploi dans le tertiaire marchand (hors intérim) stagne (-0,1 %).

Figure 4 - Évolution de l'emploi salarié par secteur - Provence-Alpes-Côte d'Azur



Notes : données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS, en fin de trimestre.

Champ : emploi salarié total hors intérim.

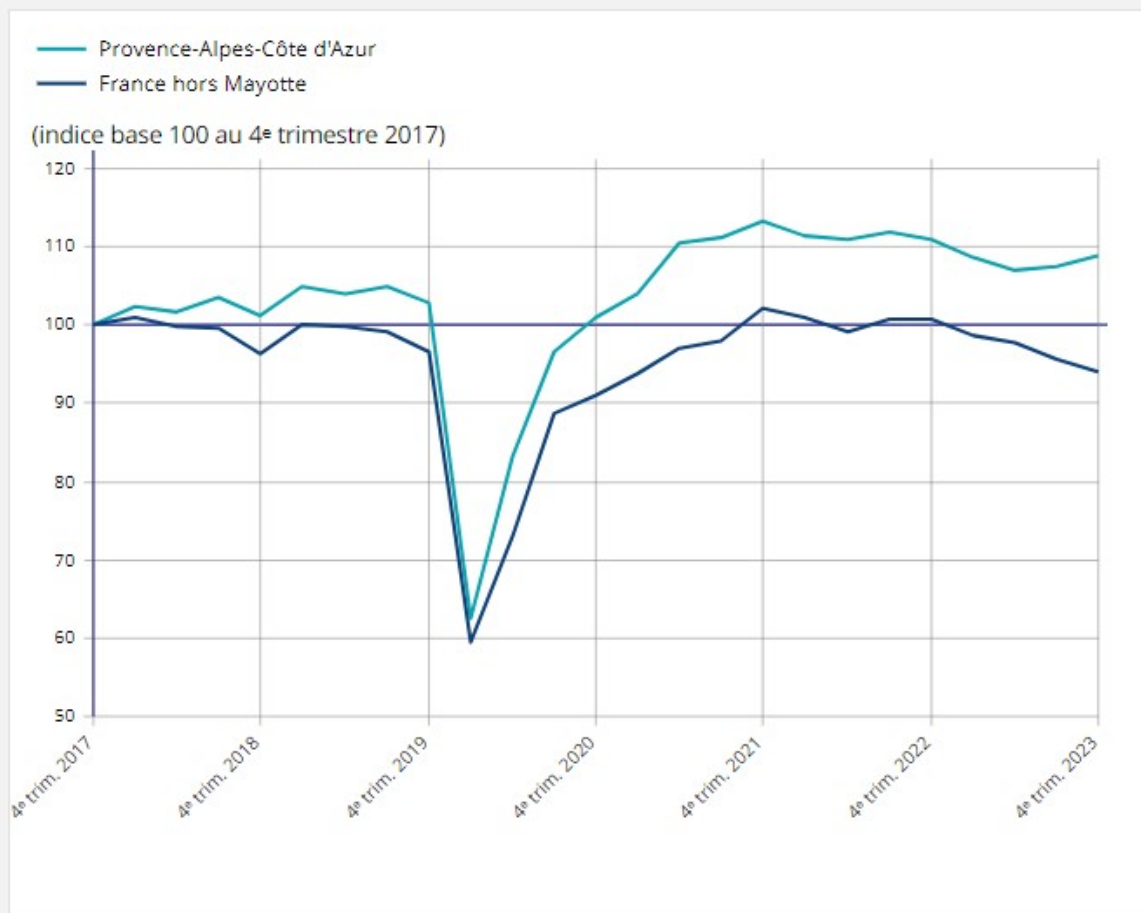
Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

Dans la région, les sous-secteurs du tertiaire marchand perdent quasiment tous des effectifs ce trimestre. C'est le cas de l'hébergement-restauration (-0,9 %), l'information-communication (-0,8 %), les activités immobilières (-0,5 %), le transport-entreposage (-0,3 %) et le commerce (-0,3 %). Seules les activités financières et d'assurances créent plus d'emplois qu'elles n'en détruisent (+0,6 %). Sur un an, ce sont les activités immobilières qui accusent la plus forte baisse (-3,3 %).

Ecrit par le 3 février 2026

Au quatrième trimestre 2023, le nombre d'intérimaires en Provence-Alpes-Côte d'Azur est en hausse sensible (+1,3 %), après avoir connu une forte diminution au premier semestre (voir tableau ci-dessous). Les effectifs totaux sur 2023 demeurent inférieurs au niveau de 2022 (-1,9 %). Cette hausse sur un trimestre contraste fortement avec la tendance de la France (hors Mayotte) où la baisse du nombre d'intérimaires entamée en 2022 se poursuit (-1,7 % ce trimestre, -6,6 % sur un an).

Figure 5 – Évolution de l'emploi intérimaire



Notes : données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS, en fin de trimestre.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

L'intérim repart fortement à la hausse dans les Hautes-Alpes (+10,0 %) et les Alpes-de-Haute-Provence (+7,0 %), mais accuse une nette baisse dans les Alpes-Maritimes (-2,4 %) et en Vaucluse (-1,5 %). Dans le Var et les Bouches-du-Rhône l'emploi intérimaire évolue comme en moyenne régionale.

L'emploi industriel poursuit sa hausse au quatrième trimestre (+0,6 %, après +0,7 % au trimestre précédent), et croît dans tous les sous-secteurs. En particulier, la progression des effectifs dans la

Ecrit par le 3 février 2026

fabrication de matériels de transport est forte (+1,3 % sur trois mois, +5,0 % sur un an).

Depuis la crise sanitaire, la dynamique de l'emploi industriel (hors intérim) reste plus soutenue en Provence-Alpes-Côte d'Azur qu'en France (hors Mayotte, +0,3 % ce trimestre). Sur douze mois, l'emploi industriel est en hausse de 2,1 % en Provence-Alpes-Côte d'Azur contre 1,1 % au niveau national.

Dans la construction, la baisse des effectifs (hors intérim) semble interrompue depuis deux trimestres en Provence-Alpes-Côte d'Azur (-0,1 % au quatrième trimestre, après -0,0 % au trimestre précédent), après la contraction enregistrée début 2023. Sur un an, les effectifs du secteur sont encore en nette baisse (-0,9 %).

À noter tout de même que les emplois intérimaires, lorsqu'ils sont affectés au secteur utilisateur, sont un peu plus dynamiques dans les secteurs les plus à la peine sur les créations d'emploi classiques. La construction et le tertiaire marchand gagnent des intérimaires ce trimestre, mais le nombre de destructions d'emploi dans ces secteurs est plus élevé que les apports de nouveaux intérimaires. Dans l'industrie, c'est l'inverse : l'emploi classique est dynamique et le recours à l'intérim baisse.

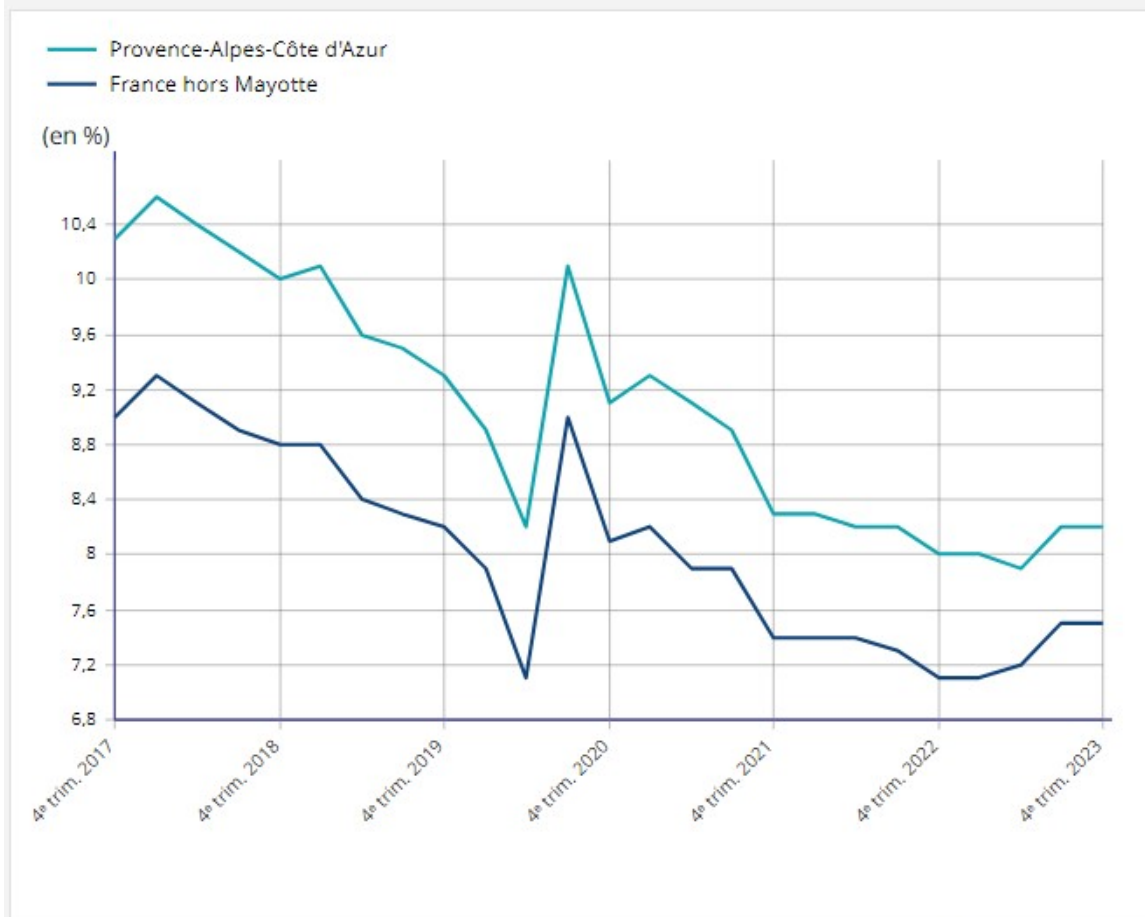
Le taux de chômage se stabilise

Le taux de chômage est stable ce trimestre (+0,0 point), après la hausse enregistrée au trimestre précédent (la première depuis plus de deux ans, voir tableau ci-dessous). Il s'établit à 8,2 % de la population active. En France (hors Mayotte), il se stabilise également et s'élève à 7,5 % de la population active.

Après avoir augmenté dans la totalité des zones d'emploi de la région lors du troisième trimestre, le taux de chômage se stabilise au niveau localisé. C'est dans la zone d'emploi de Bollène (partie Provence-Alpes-Côte d'Azur) qu'il augmente le plus (+0,3 point). Il est le plus faible dans le département des Hautes-Alpes (6,9 %) tandis qu'il demeure le plus élevé en Vaucluse (9,9 %).

Ecrit par le 3 février 2026

Figure 6 - Taux de chômage



Notes : données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données trimestrielles CVS.

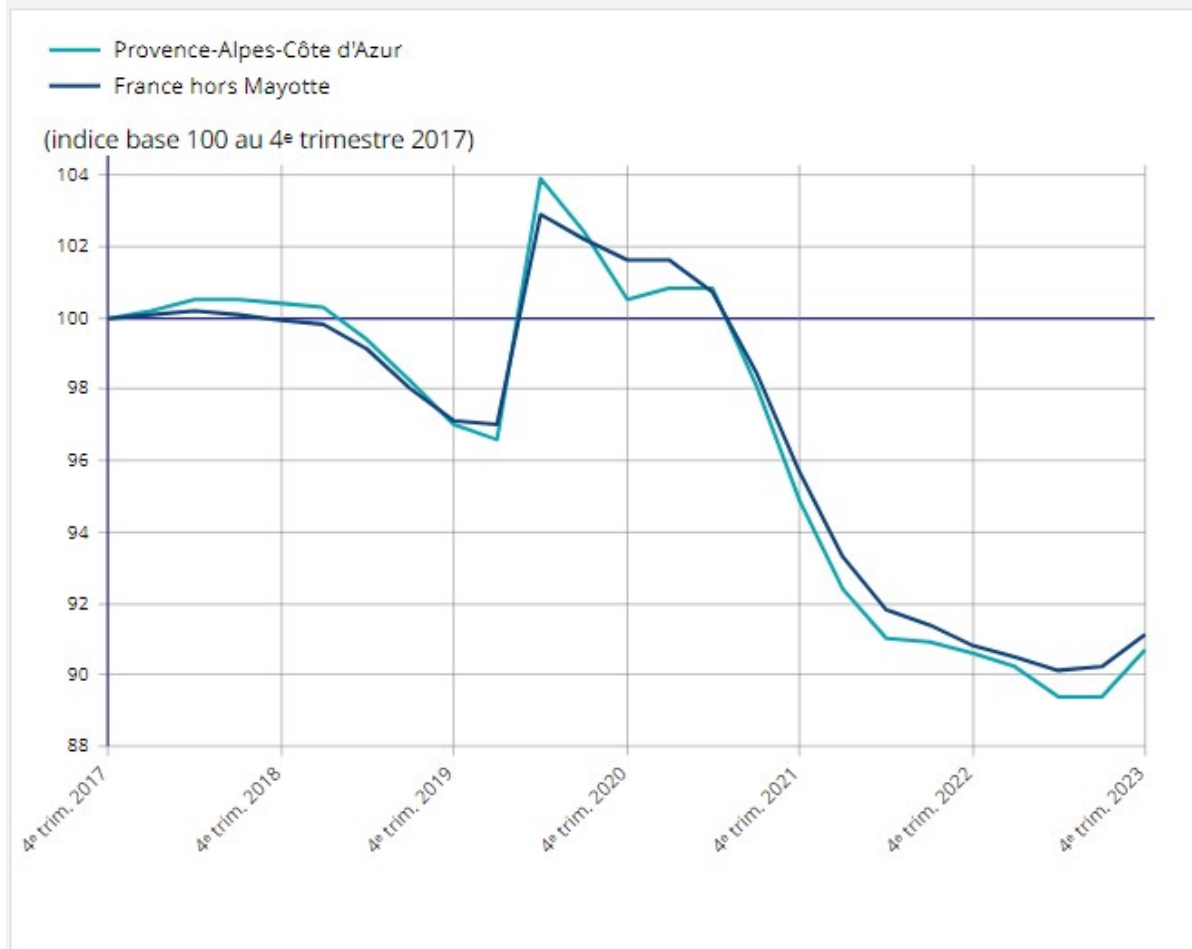
Source : Insee, taux de chômage localisés.

Le nombre de demandeurs d'emploi repart à la hausse

Au quatrième trimestre 2023, en Provence-Alpes-Côte d'Azur, 452 310 demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) de catégories A, B et C sont inscrits à France Travail (ex Pôle emploi) dans la région, soit une hausse de 1,4 % sur un trimestre (voir tableau ci-dessous). Le nombre de DEFM avait diminué sans discontinuer de mi-2021 à mi-2023, avant de se stabiliser le trimestre dernier. Ce retournement de tendance est également constaté au niveau national, bien que d'une ampleur légèrement moindre (+1,0 % ce trimestre).

Ecrit par le 3 février 2026

Figure 7 – Demandeurs d'emploi (A, B, C) inscrits à France Travail



Note : données CVS-CJO.

Avertissement : le nombre de demandeurs d'emploi du trimestre est une moyenne des données mensuelles afin de mieux dégager les évolutions tendancielle.

Source : France Travail-Dares, STMT.

Les demandeurs d'emploi de longue durée (DELD), inscrits en catégorie A, B ou C depuis un an ou plus, connaissent la même tendance. Leur nombre (185 820 inscrits) est en hausse de 1,8 % ce trimestre, alors qu'il baissait sans discontinuer depuis 2021. La tendance est la même au niveau national, bien qu'un peu moins prononcée.

Toutefois, le nombre de demandeurs d'emploi sans aucune activité professionnelle (catégorie A) baisse légèrement (-0,6 % sur un trimestre). Il s'établit en moyenne à 255 780 personnes. Au niveau France hors Mayotte, il augmente faiblement (+0,6 %).

En parallèle, les offres d'emploi publiées par France Travail (ex Pôle emploi) sont en forte baisse ce trimestre en Provence-Alpes-Côte d'Azur comme au niveau national. Sur un an, ces offres d'emploi

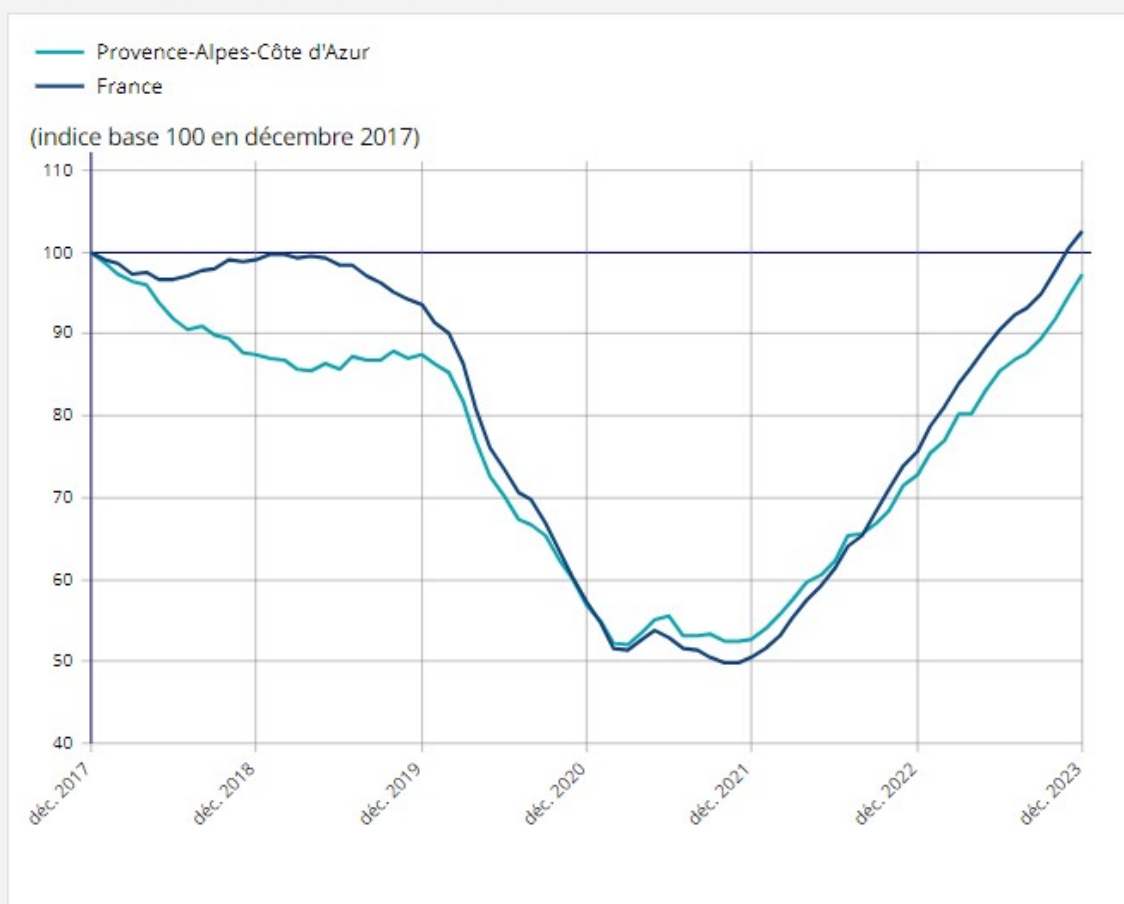
Ecrit par le 3 février 2026

diminuent nettement dans la région (-8,1 % contre -4,3 % en France hors Mayotte).

Les défaillances au plus haut depuis cinq ans

Au quatrième trimestre 2023, le nombre de défaillances d'entreprises dans la région continue à croître et poursuit le rattrapage amorcé début 2022 (voir tableau ci-dessous). Après être tombés à des seuils historiquement bas fin 2021 (3 100 défaillances), les dépôts de bilan augmentent de manière continue. Ainsi, plus de 5 800 défaillances sont enregistrées au total sur 2023, contre 4 800 sur 2022, soit une hausse de 34 % (+36 % au niveau national). Le nombre de défaillances dépasse maintenant nettement celui de l'avant crise sanitaire (+11 % par rapport à 2019).

Figure 8 - Défaillances d'entreprises



Notes : données mensuelles brutes au 23 févr. 2024, en date de jugement.

Chaque point représente l'évolution du cumul des 12 derniers mois.

Source : Fiben, Banque de France.

Ce retour des défaillances à des niveaux au moins équivalents à l'avant-crise Covid résulte d'une part de l'arrêt des mesures de soutien gouvernementales mises en place lors de la crise sanitaire, qui avaient

Ecrit par le 3 février 2026

permis dans certains cas de retarder des échéances de dépôt de bilan, et d'autre part d'une conjoncture actuellement peu porteuse. Les incertitudes pesant sur le commerce mondial et l'inflation de ces derniers trimestres avec ses incidences sur la consommation des ménages pourraient en effet continuer à éprouver le tissu entrepreneurial.

Cette hausse des défaillances est particulièrement marquée dans le secteur de l'industrie (+67 % par rapport à un an plus tôt), dans l'hébergement-restauration (+50 %), l'information-communication (+46 %) et la construction (+43 %). Sur un an, seules les activités immobilières échappent pour le moment à la hausse des défaillances ; ce secteur en avait toutefois enregistré davantage en 2021 et 2022.

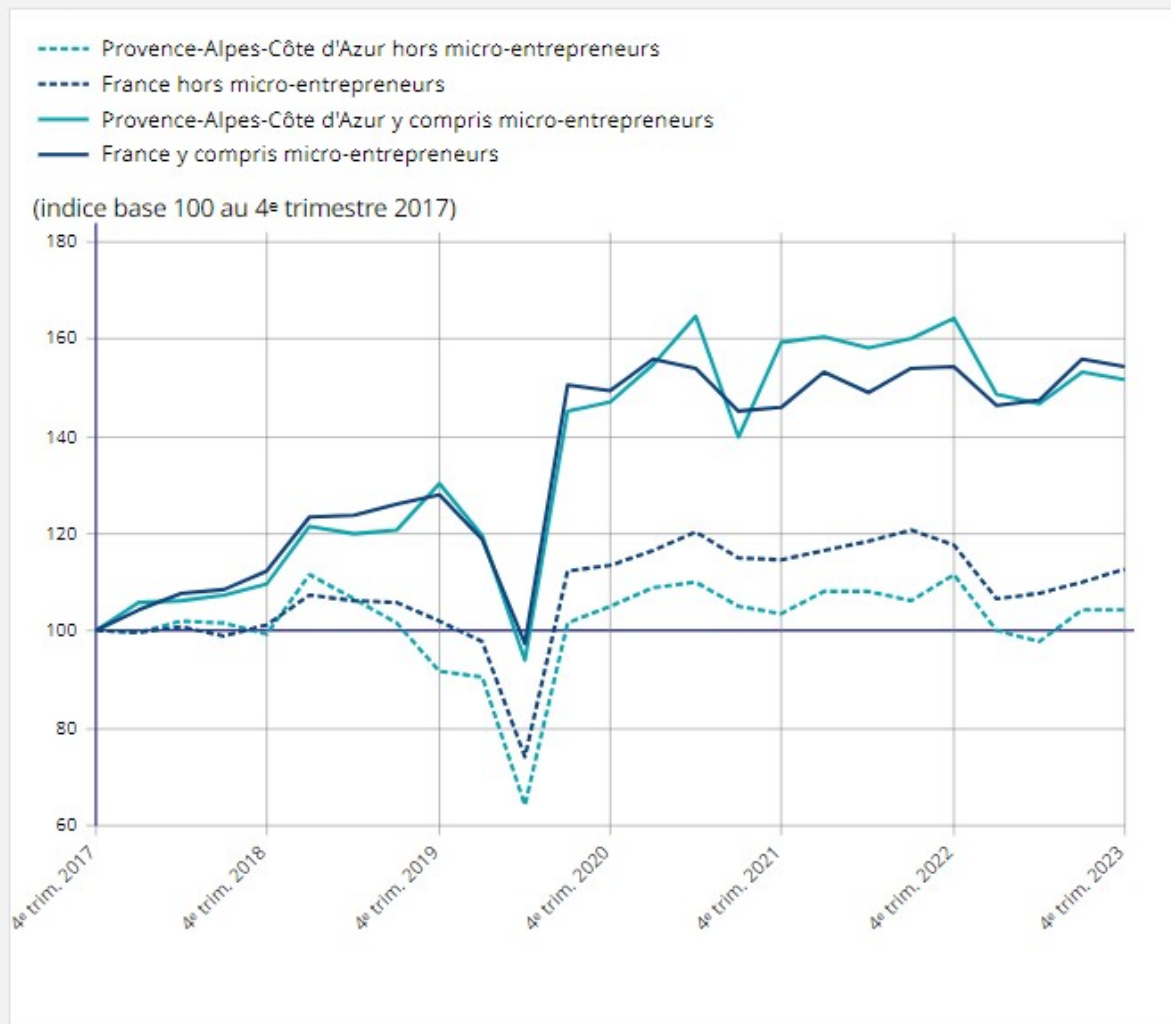
Tous les départements de la région connaissent, sur un an, des hausses de défaillances supérieures à 15 %. En particulier, le nombre d'entreprises ayant déposé le bilan a crû nettement dans les Bouches-du-Rhône (+37 % sur un an), en Vaucluse (+35 %) et dans les Alpes-Maritimes (+34 %). Par rapport à 2019 et l'avant-crise sanitaire, le nombre de défaillances est plus élevé dans tous les départements de la région, à l'exception du Var où il est stable (-0,5 %).

Les statistiques diffusables à un niveau régional semblent indiquer une diminution du nombre d'immatriculations au quatrième trimestre 2023. Avec 26 100 créations d'entreprises, elles baissent de 1,0 % par rapport au troisième trimestre (voir tableau ci-dessous), après une hausse de 3,8 % au trimestre précédent. Sur l'année 2023, la baisse des immatriculations en Provence-Alpes-Côte d'Azur est nette (-7,5 % par rapport à 2022).

Au niveau national, les créations suivent au quatrième trimestre une tendance similaire (-1,0 %), mais restent mieux orientées sur un an (+0,1 %).

Ecrit par le 3 février 2026

Figure 9 – Créations d'entreprises



Note : données CVS-CJO.

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, SIDE.

Au quatrième trimestre, les créations d'entreprises classiques sont stables (+0,2 %), alors que celles de micro-entreprises diminuent (-1,6 %). Toutefois, sur un an, la baisse est très sensible : -6,3 % pour les entreprises classiques et -8,1 % pour les auto-entrepreneurs. Dans le secteur tertiaire marchand, les créations sont assez stables sur un trimestre. Elles diminuent dans l'industrie (-7,0 %) et dans la construction (-4,1 %).

Contextes international et national

En 2023, les économies mondiales ont évolué en ordre dispersé. La croissance américaine a ainsi atteint

Ecrit par le 3 février 2026

+2,5 % contre +0,5 % dans la zone euro, où l'activité est globalement étale depuis la fin 2022. L'Europe est restée exposée à des prix énergétiques élevés, bien qu'en repli, et pâtit des effets du resserrement monétaire. L'économie américaine y a été moins sensible, bénéficiant de puissants soutiens publics. En Chine, passé le rebond consécutif à la réouverture de l'économie, la croissance s'est stabilisée à un rythme sensiblement inférieur à celui de la décennie 2010, pénalisée notamment par la contraction du secteur immobilier. Ces divergences conjoncturelles se prolongeraient début 2024.

Au quatrième trimestre 2023, le PIB français est resté quasi stable (+0,1 %). La consommation des ménages s'est stabilisée tandis que l'investissement, des ménages comme des entreprises, a reculé. Le commerce extérieur a soutenu l'activité mais ce soutien provient, pour une large part, d'un phénomène de déstockage. L'épisode inflationniste s'estompe : l'inflation est tombée à +3,0 % sur un an en février 2024. L'emploi salarié a nettement ralenti en 2023, augmentant de 0,6 % sur l'année. Début 2024, le climat des affaires se situe un peu en deçà de sa moyenne de longue période. Les premières données disponibles pour janvier 2024 (notamment production industrielle et consommation des ménages) sont mal orientées et la croissance serait nulle au premier trimestre. L'amélioration de la consommation ne se traduirait dans la croissance qu'au printemps (+0,3 % prévu au deuxième trimestre 2024).

Etude réalisée par Étienne Lenzi et Corinne Roche pour l'Insee

Le Vaucluse a collecté 552 268€ au total pour le Téléthon en 2023

Ecrit par le 3 février 2026



Les chiffres définitifs des dons récoltés lors de l'édition 2023 du [Téléthon](#) viennent d'être annoncés. Les Vauclusiens se sont montrés plus généreux que les années précédentes.

92 905 533€, c'est la collecte finale du Téléthon 2023. En Provence-Alpes-Côte d'Azur, ce montant s'élève à 5 746 986€. C'est un peu moins que l'année précédente mais certains départements se sont, quant à eux, montrés plus généreux qu'en 2022. C'est le cas notamment du Vaucluse, qui a collecté 552 268€, contre 544 108€ en 2022 et 541 138€ en 2021.

Pour ce qui est des départements voisins, les Alpes-De-Haute-Provence ont rassemblé 190 437€, les Hautes-Alpes 172 091€, les Alpes-Maritimes 1 401 800€, les Bouches-du-Rhône 2 075 179€ et le Var 1 318 284€. « Ensemble, nous bâtissons une nouvelle médecine au bénéfice du plus grand nombre et nous pouvons collectivement être fiers des premières victoires remportées, a déclaré [Laurence Tiennot-Herment](#), présidente de l'[AFM-Téléthon](#). Notre combat doit se poursuivre car pour les maladies rares il n'y a pas de plan B. Merci ! »

Le Téléthon 2024 aura lieu les 29 et 30 novembre, et non pas en décembre comme c'est habituellement le cas, en raison de la réouverture de la Cathédrale Notre-Dame de Paris les 7 et 8 décembre prochain.

Stéphanie Dias nommée présidente de la Fédération de la Vente directe pour la région Paca



[Stéphanie Dias](#) vient d'être nommée présidente de la région Provence-Alpes Côte d'Azur de la [Fédération de la Vente directe](#). Elle succède donc à [Isabelle Lemarchand](#), qui était en poste depuis 2019.

Après avoir travaillé de nombreuses années dans le secteur informatique, en tant que responsable marketing, Stéphanie Dias crée en 2006 son entreprise [Au Moulin Rose](#) qui est spécialisée dans la vente directe et à domicile de produits de lingerie, cosmétiques, accessoires, maquillage et bijoux. C'est tout naturellement que Stéphanie prend aujourd'hui les fonctions de présidente régionale de la Fédération de la Vente directe. Sa principale mission sera de valoriser les métiers auprès des acteurs économiques et institutionnels de la région Paca.

« La vente directe représente le meilleur canal de distribution pour les chefs d'entreprise, explique Stéphanie Dias. Il permet une indépendance, une flexibilité et une autonomie tout en étant passionné par

Ecrit par le 3 février 2026

son travail. Ce secteur est très riche humainement pour les VDI (vendeurs à domicile indépendants) et les clients, car il y a beaucoup de proximité et de bienveillance. Je suis motivée à m'engager pleinement aux côtés de la FVD et de ses membres afin de promouvoir nos métiers et notre secteur dans la région. »

V.A.

Les jeunes de Paca sont parmi les plus dépensiers de France



Le Teenage Lab de [Pixpay](#), la carte de paiement des ados copilotée par les parents, vient de dévoiler l'édition 2024 de son baromètre 'Les habitudes de consommation des ados'. On y découvre que les adolescents de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur sont les deuxièmes plus dépensiers après les

Ecrit par le 3 février 2026

Corses, avec 110€ dépensés mensuellement en 2023, la plus grande part étant dédiée aux fast food avec 16,21% des transactions.

Dans la région voisine, en Occitanie, les dépenses mensuelles sont évaluées à 101€. Au niveau national, malgré l'inflation, les jeunes n'ont jamais autant déboursé puisqu'ils dépensent près de 97€ par mois, c'est 20% de plus que l'année précédente (80,4 €), et c'est plus qu'en Italie et en Espagne où le montant est compris entre 51 et 57€ par mois. C'est à McDonald's que les adolescents dépensent le plus, suivi d'Apple et de la SNCF.

Top 3
des marchands les plus fréquentés et leurs paniers moyens



©Pixpay

V.A.

Quelle est la race de chien préférée en Provence-Alpes-Côte d'Azur ?

Ecrit par le 3 février 2026



On dit que le chien est le meilleur ami de l'Homme, et ce ne sont pas les Français qui diraient le contraire ! Un tiers d'entre eux possède un chien et 21% en voudraient un selon le Baromètre 2022 Centrale Canine / CSA 'Les Français et le chien'. En Provence-Alpes-Côte d'Azur, c'est le berger australien qui a obtenu la place du chien préféré en 2023, détrônant ainsi le staffordshire bull terrier.

[Centrale Canine](#), dont la mission principale est de recenser et de suivre la généalogie de tous les chiens de race en France à travers son Livre des Origines Français (LOF), a dévoilé son classement des races de chien les plus populaires à l'échelle nationale, mais aussi par région.

En région Paca, c'est le berger australien qui a conquis le cœur des Provençaux en 2023, en enregistrant le plus de naissances dans la région (1 145 inscriptions au LOF). Il est suivi de près par staffordshire bull terrier (925 inscriptions au LOF), qui était à la première place en 2022, puis du golden retriever (888 inscriptions au LOF). Le berger australien n'est d'ailleurs pas seulement à la première place en Paca, mais il l'est aussi dans neuf autres régions, ainsi qu'au niveau national.

Ecrit par le 3 février 2026



	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e
Auvergne-Rhône-Alpes	Berger australien	Golden retriever	Staffordshire bull terrier
Bourgogne-Franche-Comté	Golden retriever	Berger australien	Berger belge
Bretagne	Golden retriever	Berger australien	Setter anglais
Centre-Val de Loire	Berger australien	Golden retriever	Retriever du Labrador
Corse	Berger australien	Cursinu	Setter anglais
Grand Est	Berger australien	Golden retriever	Berger belge
Hauts-de-France	Berger australien	Golden retriever	Berger belge
Île-de-France	Staffordshire bull terrier	Golden retriever	Cavalier king charles
Normandie	Berger australien	Golden retriever	Retriever du Labrador
Nouvelle-Aquitaine	Berger australien	Golden retriever	Setter anglais
Occitanie	Berger australien	Staffordshire bull terrier	Golden retriever
Pays de la Loire	Berger australien	Golden retriever	Berger belge
Provence-Alpes-Côte d'Azur	Berger australien	Staffordshire bull terrier	Golden retriever
FRANCE	Berger australien	Golden retriever	Staffordshire bull terrier

Source : Centrale Canine

Le berger australien

Ecrit par le 3 février 2026

Le chouchou des Provençaux tel qu'on le connaît aujourd'hui s'est développé exclusivement aux États-Unis. Il a été nommé 'berger australien' par association avec les bergers d'origine basque en provenance d'Australie, arrivés aux États-Unis au XIXe siècle.

Le berger australien est une race jeune puisqu'elle a été reconnue par la Fédération cynologique internationale seulement en 1996, bien que son élevage en France ait commencé depuis les années 1980. La cote de cette race auprès des Français n'a cessé de croître depuis son arrivée sur le territoire. En 1997, la France recensait moins de 130 bergers australiens inscrits au LOF, pour atteindre plus de 150 000 inscrits aujourd'hui.

Le berger australien est un chien de taille moyenne à la robe attrayante, il n'en existe d'ailleurs pas deux identiques, avec des yeux pouvant être vairons (yeux de couleurs différentes) ou particolores (plusieurs couleurs dans le même œil) et au caractère enjoué. Intelligent, c'est un compagnon affectueux et robuste. Totalement dévoué à son maître et formidable partenaire de jeu, il s'intègre parfaitement à la vie de famille. Il apprend rapidement et est très facile à éduquer. Très actif, c'est un chien qui a besoin de beaucoup d'exercice et qui n'apprécie pas la solitude.



Isabelle Martinon est la nouvelle directrice régionale de SG SMC



Isabelle Martinon, a été nommée directrice de SG SMC (Société marseillaise de crédit) et SG Société Générale en Corse. Elle prendra ses fonctions le 1^{er} avril prochain et succèdera **Bruno Deschamp** qui, après plus de 40 ans au sein de **Société Générale**, a décidé de faire valoir ses droits à la retraite.

SG SMC couvre les départements Alpes-de-Haute-Provence, Alpes-Maritimes, Bouches-du-Rhône, Hautes-Alpes, Var et Vaucluse, tandis que SG Société Générale en Corse couvre la Haute-Corse et la Corse-du-Sud. Basée à Marseille, Isabelle Martinon sera la représentante de SG auprès des diverses instances régionales, économiques, sociales et administratives de son périmètre, et définira les grandes orientations de la banque à l'échelon régional et les moyens de leur mise en œuvre. Avec son équipe, elle devra satisfaire au mieux les clients particuliers, professionnels et entreprises de l'ensemble des départements couverts, et d'accompagner le développement économique des régions dont elle aura la

Ecrit par le 3 février 2026

supervision.

Au sein du groupe Société Générale depuis 1988, la nouvelle directrice de SG SMC et SG Société Générale en Corse a d'abord eu des fonctions commerciales en agences Grandes Entreprises. En 1996, elle a rejoint la Banque privée du Groupe en tant que responsable des financements puis directrice adjointe de l'Ingénierie patrimoniale, puis a été nommée directrice commerciale Particuliers et Professionnels à Avignon en 2004. En 2008, elle est devenue directrice de la Banque privée à Marseille, puis en 2012 directrice commerciale adjointe de Société Générale Private Banking France. En 2016, elle est devenue directrice commerciale de la délégation régionale Paca et Languedoc-Roussillon. En 2018, Isabelle Martinon est nommée déléguée générale de la délégation régionale Nord, puis déléguée générale de la délégation régionale Paca-Languedoc-Roussillon-Corse en 2021, avant de devenir directrice adjointe de SG SMC et SG Société Générale en Corse le 1^{er} janvier 2023. Elle prendra ses nouvelles fonctions le 1^{er} avril prochain.

V.A.

Les enfants de Paca sont ceux qui reçoivent le plus d'argent à Noël

Ecrit par le 3 février 2026



L'étude annuelle 'Cadeaux de Noël : les habitudes des Français' menée par le Teenage Lab de [Pixpay](#), la carte de paiement des ados co-pilotée par les parents, a révélé qu'un parent sur deux a limité son budget cadeaux en cette période d'inflation, que 64% des enfants préféreraient recevoir de l'argent plutôt qu'un cadeau, mais que les parents sont restés attachés à 76% au traditionnel cadeau.

En région Provence-Alpes-Côte d'Azur, les ados qui ont reçu de l'argent ont bénéficié de 130€ en guise de cadeau de Noël. Un montant qui les place parmi les enfants les plus gâtés de France où la moyenne n'est que de 109€. Chez leurs voisins occitans, quant à eux, ce montant s'élève à 126€.

Les habitants de Paca achètent de plus en

Ecrit par le 3 février 2026

plus de cadeaux de seconde main pour Noël



Selon l'application de référence en France de dons d'objets entre particuliers [Geev](#), les habitants de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur se tournent de plus en plus vers la seconde main pour leurs achats de Noël. De plus en plus de Français ont même l'intention de recourir au don d'objets entre particuliers pour gâter leurs proches pendant les fêtes.

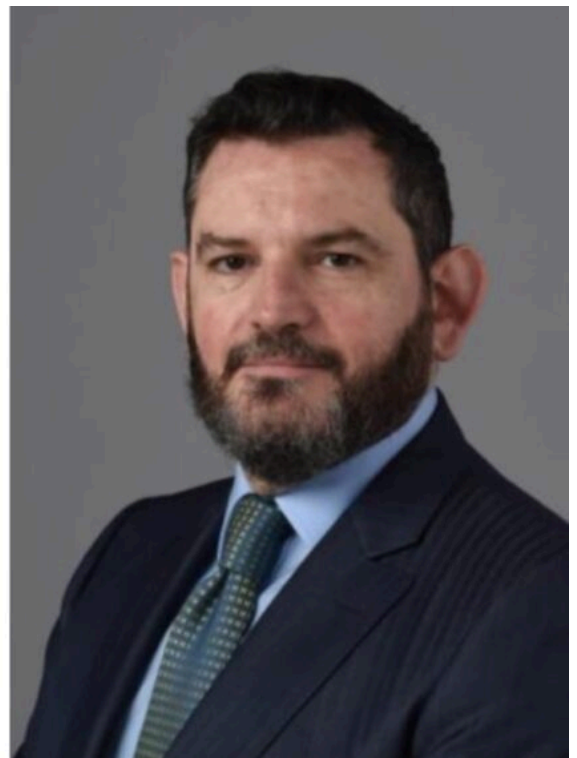
Plus d'un habitant sur deux (52%) de la région Paca a l'intention de passer par le don d'objets entre particuliers pour réaliser des cadeaux de Noël. C'est ce que révèle une enquête menée par Geev auprès de 10 000 utilisateurs en novembre 2023. Parmi les typologies d'objets que les utilisateurs ont l'intention de récupérer afin de les offrir à Noël, on retrouve les jeux et jouets pour 75% des répondants, la décoration et les objets liés à la cuisine pour 51%, et les vêtements et accessoires de mode pour 48%.

En plus de présenter des avantages économiques, indispensables dans un contexte inflationniste et à l'heure où le pouvoir d'achat est en baisse, la seconde main et le don ont également des avantages

Ecrit par le 3 février 2026

écologiques. En effet, les cadeaux de Noël comptent comme le premier poste d'émissions de gaz à effet de serre liées aux fêtes de fin d'année. Favoriser l'économie circulaire et l'anti-gaspillage arrive en tête des motivations pour 69% des personnes interrogées, suivi par le souci d'acheter moins cher à 66%. En privilégiant la seconde main, près d'un répondant sur deux (46%) estime pouvoir économiser entre 50 et 100€ sur ses cadeaux de Noël.

Denis Lauretou nommé directeur régional de la Banque de France en région Paca



[Denis Lauretou](#) vient d'être nommé directeur régional de la [Banque de France](#) en région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Il succède donc à [Jean-Christophe Ehrhardt](#) qui occupait le poste depuis 2021. Denis Lauretou a également obtenu le poste de directeur départemental des Bouches-du-Rhône à Marseille.

Natif de Bordeaux, Denis Lauretou est diplômé de Sciences Po Bordeaux, de l'Institut National des Hautes Études de la Sécurité et de la Justice, mais aussi titulaire d'un diplôme de 3^e cycle universitaire



Ecrit par le 3 février 2026

en droit administratif. La Banque de France ne lui est pas inconnue puisqu'il y a commencé sa carrière en 1989 et a fait la plus grande partie de cette dernière dans le corps de l'Inspection dans les fonctions de contrôle bancaire et principalement d'audit interne et enquêtes spéciales. En 2013, il a été nommé directeur central de la Sûreté- Sécurité par le Gouverneur de la Banque de France, puis directeur régional de la Banque de France en Nouvelle-Aquitaine et directeur départemental de la Gironde à Bordeaux en 2019.

« Je me rends avec enthousiasme à Marseille, empli du désir d'aller au contact de celles et ceux qui donnent à la ville de Marseille, au département des Bouches-du-Rhône et à cette magnifique Région Sud toute cette énergie créatrice », a-t-il annoncé sur LinkedIn.

V.A.